

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET  
DE L'ELEVAGE

# RAPPORT DES RESULTATS 2012

## PROGRAMME PAIOSA

BDI0905511-BDI1006511



<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>8</b>
1.1 FICHE PROGRAMME .....	8
1.2 PERFORMANCES DU PROJET .....	9
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE.....	10
1.4 RESUME .....	11
<b>2 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>12</b>
2.1 CONTEXTE .....	12
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	12
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	12
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	13
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	14
2.2 OUTCOME .....	16
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	16
2.2.2 <i>Gestion des risques</i> .....	19
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	26
2.2.4 <i>Critères de qualité</i> .....	26
2.3 OUTPUT 1 - LES CAPACITÉS DU MINAGRIE À ASSURER SES FONCTIONS RÉGALIENNES SONT AMÉLIORÉES (VOLET VAIM) .....	30
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	30
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	33
2.3.3 <i>Critères de qualité</i> .....	34
2.4 OUTPUT 2 - LA PRODUCTION ET L'UTILISATION DE SEMENCES ET PLANTS DE QUALITE SONT AUGMENTEES (VOLET VSEM) .....	35
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	35
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	37
2.4.3 <i>Critères de qualité</i> .....	38
2.5 OUTPUT 3 - LA RECHERCHE AGRONOMIQUE PRODUIT DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS REpondant AUX BESOINS DU MONDE AGRICOLE (VOLET VRECH).....	39
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	39
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	41
2.5.3 <i>Critères de qualité</i> .....	41
2.6 OUTPUT 4 - LES CONDITIONS DE PRODUCTION ET DE MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES ET D'ELEVAGE SONT AMELIOREES DANS LES REGIONS DE L'IMBO, DU MOSO ET DU BUGESERA (VOLET VDEVA) .....	43
2.6.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	43
2.6.2 <i>Exécution budgétaire</i> .....	46
2.6.3 <i>Critères de qualité</i> .....	46
<b>3 THEMES TRANSVERSAUX .....</b>	<b>48</b>
3.1 GENRE .....	48
3.2 ENVIRONNEMENT.....	48
3.3 AUTRE.....	48
<b>4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>49</b>
4.1 PLAN D'ACTION .....	49

4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES .....	50
<b>5</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>51</b>
5.1	CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	51
5.2	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	51
5.3	APERÇU DES MORE RESULTS .....	51
5.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	51
5.5	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	52

## Acronymes

ADISCO	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
ARCANE	Appui au renforcement des capacités des acteurs non étatiques
ATN	Assistante technique national
ATI	Assistant technique international
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
BV	Bassins versants
CAI	Centre d'Appui aux Initiatives
CAPAD	Collectif des Associations Paysannes pour l'Auto Développement
CASOBU	Cadre associatif des solidaires du Burundi
CDC	Comité de Développement Collinaire
CCDC	Comité communaux de développement communautaire
CDMT	Cadre de dépense à moyen terme
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CPF	Centre pour les Femmes
CNCA	Comité National de Comité des Aides
CNS	Conseil national semencier
CNTA	Centre national des techniques agricoles
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CRUF	Co-Responsable d'unité fonctionnelle (du PAIOSA)
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Agence Belge de Développement
CTNVH	Comité technique national d'homologation et de certification des variétés
DAF	Direction Administrative et Financière
DELCO	Délégué à la cogestion
DGA	Direction Générale de l'Agriculture
DGCD	Direction Générale pour la Coopération au Développement
DGMAVA	Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto Développement et la Vulgarisation Agricole.
DGE	Direction Générale de l'Elevage

DGR	Direction du génie rural
DGPAE	Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Élevage
DI	Directeur d'intervention
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage
DPSP	Direction de la Promotion des semences et Plants
FACAGRO	Faculté des sciences agronomiques du Burundi
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds Européen de Développement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FONIC	Fonds National d'Investissement Communal
FOPABU	Forum des organisations de producteurs agricoles du Burundi
GSADR	Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IFDC	International center for soil fertility and agricultural development
IMF	Institution de Micro Finance
INADES	Institut Africain pour le Développement économique et Social
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
ISTEEBU	Institut des Statistiques et d'Études Economiques du Burundi
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINAGRIE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
MINEEATU du Tourisme	Ministère de l'Environnement, de l'Eau, de l'Aménagement du Territoire et du Tourisme
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisations Paysannes/ Organisation de Producteurs
PADAP	Projet d'Appui au Développement Agricole (de Kirundo, de Cibitoke)
PAI-MINAGRIE	Projet d'Appui Institutionnel au MINAGRIE
PAI-ISABU	Projet d'appui institutionnel à l'ISABU
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PAIOSA 1	Première tranche de financement du PAIOSA – Démarrage en 2010
PAIOSA 2	Seconde tranche de financement du PAIOSA – Démarrage en 2011
PAIVA-B	Programme d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricole (
PAPV	Projet d'appui aux populations vulnérables de Ruyigi

PARFS	Projet d'appui et de relance de la filière semencière
PARSAD	Projet d'Appui à la Restauration de la Sécurité Alimentaire
PARSE	Programme d'Appui à la Reconstruction du Secteur Elevage
PASAN	Plan d'action de la stratégie agricole nationale
PCDC	Plan Communal de Développement Communautaire
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Aricaïne
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PNIA	Plan national d'investissement agricole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPCDR	Programme Post-Conflic de Développement Rural
PRASAB	Projet de Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PRODEFI	Programme de développement des filières
PRODEMA	Agro-pastoral productivity and markets Development Project
PTF	Partenaires techniques et financiers
PTRPC	Programme Transitoire de Reconstruction Post conflit
RAF	Responsable administratif et financier
RH	Ressources Humaines
RIM	Réseau des Institutions de Micro-finance au Burundi
RUF	Responsable d'unité fonctionnelle (du PAIOSA)
SAN	Stratégie Agricole Nationale
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SNS	Service national semencier
SOCCS	Service officiel de contrôle et de certification de semences
SPAT	Schéma provincial d'aménagement du territoire
UCODE	Union des Coopératives pour le Développement
UE	Union européenne
UF	Unité Fonctionnelle (du PAIOSA)
UGP	Unité de Gestion du Projet
USAID	United States Agency for International development
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/SIDA
VAIM	Volet Appui Institutionnel au MINAGRIE (du PAIOSA)
VRECH	Volet Appui Institutionnel à la Recherche (du PAIOSA)

VSEM Volet Appui au secteur semencier (du PAIOSA)

VDEVA Volet Développement Agricole (du PAIOSA)

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche programme

<b>N° d'intervention DGCD</b>	NN 3008575 et NN 3010149
<b>Code Navision CTB</b>	2 tranches de financement : BDI 0905511 (PAIOSA 1) et BDI1006511 (PAIOSA 2)
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
<b>Durée de l'intervention</b>	60 mois pour l'exécution (72 mois à partir de la signature de la convention spécifique)
<b>Date CMO</b>	13/01/2011 et 07/12/2011
<b>Date de démarrage de l'intervention</b>	2011 (PAIOSA 1) et 2012 (PAIOSA 2)
<b>Contribution du pays partenaire</b>	1.000.000 euros
<b>Contribution belge</b>	13.000.000 euros (PAIOSA 1) et 23.000.000 euros (PAIOSA 2)
<b>Secteur (codes CAD)</b>	31110/31120
<b>Brève description de l'intervention</b>	L'intervention vise à appuyer l'émergence et le développement d'une professionnalisation agricole, et un renforcement des autorités sectorielles.
<b>Groupes cibles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Services de coordination et de suivi/évaluation du MINAGRIE</li><li>• Institutions publiques de recherche et de contrôle semencier</li><li>• Producteurs agricoles des 3 régions d'intervention</li><li>• Opérateurs privés des filières semencières et des filières agro-alimentaires appuyées</li></ul>
<b>Impact</b>	Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités de revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales.
<b>Outcome</b>	Les productions agricoles et d'élevage dans les trois régions naturelles d'intervention (Mosso, Bugesera, Imbo), sont augmentées et mieux valorisées dans un environnement institutionnel au niveau central, déconcentré et décentralisé favorable au développement des activités agricoles
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>R1</b> : Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées (Volet</li></ul>

	<p>VAIM)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>R2</b> : La production et l'utilisation de semences et plants de qualité sont augmentées (Volet VSEM)</li> <li>• <b>R3</b> : La recherche Agronomique produit des résultats et recommandations répondant aux besoins du monde agricole (Volet VRECH)</li> <li>• <b>R4</b> : Les conditions de production et de mise en marché des produits agricoles et d'élevage sont améliorées dans les régions de l'IMBO, du MOSO et du BUGESERA (Volet VDEVA)</li> </ul>
--	--

## 1.2 Performances du projet

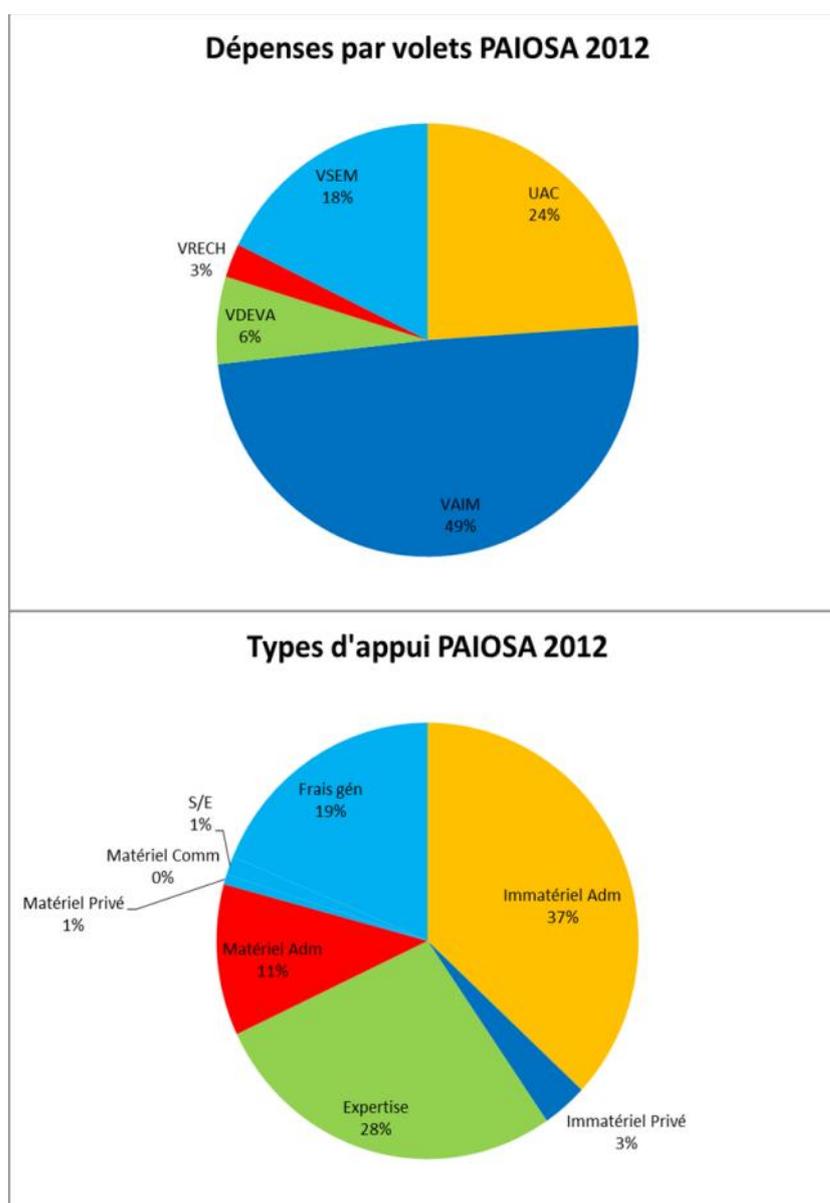
Tableau logique d'intervention : Remplir sur la base des données introduites dans 2.2.4, 2.3.3, 2.4.3... (uniquement attribuer une note A, B, C ou D<sup>1</sup>).

	Effizienz	Efficacité	Durabilité
<b>Outcome</b> - Les productions agricoles et d'élevage sont augmentées et mieux valorisées dans un environnement institutionnel favorable.	B	C	B
<b>Output 1</b> - Les capacités du MINAGRIE a assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées (Volet VAIM)	C	B	B
<b>Output 2</b> - La production et l'utilisation de semences et plants de qualité sont augmentées (Volet VSEM)	C	B	B
<b>Output 3</b> - La recherche Agronomique produit des résultats et recommandations répondant aux besoins du monde agricole (Volet VRECH)	<i>Prématuré- démarrage en second semestre 2012</i>	<i>Prématuré- démarrage en second semestre 2012</i>	<i>Prématuré- démarrage en second semestre 2012</i>
<b>Output 4</b> - Les conditions de production et de mise en marché des produits agricoles et d'élevage sont améliorées dans les régions de l'IMBO, du MOSO et du BUGESERA (Volet VDEVA)	<i>Prématuré- démarrage en second semestre 2012</i>	<i>Prématuré- démarrage en second semestre 2012</i>	<i>Prématuré- démarrage en second semestre 2012</i>

<sup>1</sup> A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

### 1.3 Exécution budgétaire

Budget total engagé	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
Contribution Belgique			
<b>36.000.000 EUR</b>	<b>4.075.919 EUR</b>	<b>31.082.052 EUR</b>	<b>13,7 %</b>
Contribution Burundi			
<b>1.000.000 EUR</b>	<b>63.500 EUR</b>	<b>936.500 EUR</b>	<b>6 %</b>



## 1.4 Résumé

L'agriculture joue un rôle important dans l'économie burundaise où elle contribue à hauteur de 40 à 56% au produit intérieur brut et pour 86 % aux recettes d'exportation (café, thé, coton), fournissant 95% de l'offre alimentaire et occupant environ 92% de la population.

A l'exception de la zone de Kirundo, la pluviométrie 2012 a plutôt été favorable mais le pays a connu dans le second semestre une crise économique qui a vulnérabilisé les paysans et limité les opportunités de développement d'une économie agricole de marché.

La contribution belge au Plan National d'Investissement Agricole (2012-2017) constitue 18 % des engagements financiers actuels à la mise en œuvre de ce plan (Gouvernement + PTF) ; l'identification de la troisième tranche de financement du PAIOSA (PAIOSA 3) a été préparée durant cette période.

L'année 2012 a été la première année complète de fonctionnement des volets VSEM et VAIM et a vu le démarrage des volets VRECH et VDEVA ; 2012 est donc à considérer comme une année de démarrage qui a vu la mise en place fonctionnelle des équipes, de l'organisation de travail et des règles de fonctionnement ainsi que la gestion des transitions entre la fin des projets PAI ISABU, PADAP Kirundo, APV RUIYGI et le démarrage des volets PAIOSA qui y ont succédés.

Les volets VSEM et VAIM ont globalement exécuté ce qu'ils avaient planifiés, tant en termes de produits que d'exécution technique et financière. Malgré qu'il s'agisse de l'année de démarrage, les volets VRECH et VDEVA ont été moins performants qu'initialement espéré en raison d'une part de retards dans la mobilisation des ressources humaines et d'autre part de la charge de travail représentée par la gestion de la transition/reprise des dossiers des projets en clôture.

Fonctionnaire exécution nationale <sup>2</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Nom et signature

<sup>3</sup> Nom et signature

## 2 Analyse de l'intervention<sup>4</sup>

### 2.1 Contexte

#### 2.1.1 Contexte général

L'année 2012 a vu le démarrage fonctionnel du programme PAIOSA à travers les volets VSEM et VAIM qui ont mis en place leurs équipes et menés les activités programmées.

Les volets VRECH et VDEVA, également officiellement démarrés en novembre 2011 et avril 2012, n'ont pu engendrer l'exécution escomptée en regard des difficultés à gérer en même temps par les mêmes équipes le démarrage d'un volet et la fin des activités du PAI MINAGRIE, de APV RUIYGI et de PADAP Cibitoke.

En matière d'ancrage institutionnel et de dynamique d'alignement, il faut noter que le démarrage effectif de l'intervention a été facilité par l'obtention de résultats des projets antérieurs au PAIOSA et notamment l'adoption de la nouvelle organisation du MINAGRIE, l'existence du plan national d'investissement agricole (PNIA).

Le « Board » du PAIOSA réunissant les directions de chaque volet/projet agricole financés au travers de la CTB s'est réuni de manière régulière tous les 2 mois pour faciliter la cohérence et la complémentarité des interventions et des équipes. Les Comités techniques de chaque volets ont été mis en place et se sont réunis 3 fois (base trimestrielle)

En matière d'organisation privée et paysannes, il est à noter que les initiatives de plateforme paysanne (FOPABU), de l'association professionnelle du secteur semencier (COPROSEBU) et du développement de la Chambre d'agribusiness se sont révélées assez faibles et interpellent quant au développement d'une agriculture de marché qui est un objectif principal de la Stratégie Agricole Nationale à laquelle le PAIOSA s'intègre.

La transition actuelle entre aide d'urgence gratuite et passage vers des appuis au développement économique durable (du type PAIOSA) présente des situations de concurrence peu productive entre les systèmes ; la coordination des intervenants a été et doit encore être améliorée et constituer une priorité de PAIOSA, tant au niveau national que provincial. Le soutien à l'initiative nationale de fonds de subvention engrais (avec volonté d'extension aux semences), à l'élaboration des stratégies bananes et riz sont autant d'éléments d'intervention qui concourent dans ce sens.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

##### **Score: Approprié**

L'ancrage du PAIOSA au sein des institutions du MINAGRIE est positif et renforcé par le fait que ce dernier est en cours de réorganisation, notamment grâce aux propositions des projets RAFS, PAI Minagrie et PAI Isabu. Les directions dans lesquelles le PAIOSA s'ancre sont clairement identifiées : ONCCS/SECRETARIAT PERMANENT et DGPAE, ISABU et 5 DPAAE.

---

<sup>4</sup> Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Il est toutefois à noter que la mise en place de certaines structures d'insertion du PAIOSA ont été retardées vis-à-vis du calendrier initial du MINAGRIE, à savoir : Cellules TIC et GRH, ONCCS et nouvel organigramme de l'ISABU. Ces retards pourraient avoir des conséquences sur la capacité d'exécution de 2013 si des mesures d'accélération des réformes ne sont pas prises.

L'ancrage des volets/antennes au sein de l'ONCCS, de l'ISABU et des DPAE est traduite par une responsabilisation de leurs directeurs respectifs sur la mise en œuvre du PAIOSA. Cette situation est institutionnellement favorable mais pouvait présenter des risques de retard d'exécution en regard de la disponibilité des directeurs ; afin de limiter ces risques, le MINAGRIE a nommé des assistants à ces directeurs.

Ces nouvelles dynamiques d'insertion institutionnelle est une grande opportunité pour l'efficacité des appuis institutionnels mais a nécessité une période de prise en main et de développement de l'organisation des équipes pour gérer leurs mandats.

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

#### Score: Approprié

L'année 2012 a vu la mise en oeuvre du set-up opérationnel d'exécution passant de l'approche projet vers une approche programme caractérisée par une mutualisation des services administratifs et financiers ainsi que la création d'une unité de coordination, d'appui technique et de S/E de l'ensemble.

En cours de fonctionnement, il a été constaté qu'il serait préférable de positionner un maximum de ressources d'appui technique directement dans les volets, ce qui a été fait à travers une réorganisation des responsabilités.

Il sera important de continuer à ajuster le processus en 2013 en fonction des expériences et prioritairement sur les domaines suivants :

- Ajustement des services logistiques à une demande croissante (volume d'exécution) en vue de limiter les éventuels « goulots »
- Ajustement des modalités de gestion des responsabilités dans les dossiers infrastructures (approche actuelle combinant des responsabilités transversales et verticales en définitive déresponsabilisante)
- Ajustement de modalités de gestion de l'autonomie en vue de limiter les éventuels « doublons » ou « goulots » (premier niveau entre UAC- RR-HQ et second niveau entre antennes-UF VDEVA-UAC)

La gestion de la transition entre la fin des projets antérieurs PAIOSA et le début des activités des volets PAIOSA génère la mobilisation des mêmes ressources sur 2 interventions administrativement différentes. Cette situation facilite la cohérence de l'ensemble mais a généré des pertes d'efficacité notable des équipes car les retards dans les recrutements n'ont pas permis d'étoffer les ressources dans les périodes de « tuilage » comme initialement planifié.

L'année 2012 a connu le démarrage des expériences de contractualisation à la performance avec les équipes du MINAGRIE. Ce processus est démarré à titre pilote et génère de nombreux défis et opportunités pour l'amélioration des services publics dans le secteur agricole. Face aux enjeux institutionnels de cette approche (tant pour le MINAGRIE que pour la CTB), des moyens supplémentaires ont été mobilisés pour son monitoring et son évaluation externe.

L'année 2012 a vu la mise en place de procédures de financement de l'investissement privé à travers le FIF (Fonds d'Investissement Filière) ainsi qu'un dialogue avec la RR et HQ sur les meilleures modalités à mettre en œuvre pour réguler les partenariats

institutionnels (Contractualisation à la performance, Partenariats scientifiques) et organisationnels (organisations paysannes, organisations civiles de services,...) avec des acteurs stratégiques pour la bonne mise en œuvre du PAIOSA. Ce dialogue devrait aboutir à des modalités précises en début 2013.

La clé de répartition appliquée à la formulation du PAIOSA entre les fonds soumis à la réglementation de marchés belge (régie – applicable aux ressources humaines et aux prestations intellectuelles) et burundaise (cogestion – applicables aux autres dépenses), a été adaptée à un processus efficace de recrutement de prestations intellectuelles. Quel que soit la législation appliquée, la transparence est mise en œuvre et doit continuer à être développée par une participation des parties belge et burundaise dans les processus de marchés et recrutements.

## 2.1.4 Contexte HARMO

### Harmonisation

En tant que programme sectoriel, PAIOSA a une plus grande capacité d'harmonisation. Au travers de l'appui à un système de suivi-évaluation – planification du PNIA, le PAIOSA facilite l'harmonisation de l'ensemble des interventions du MINAGRIE et de ses partenaires.

PAIOSA est influencé et influence les autres acteurs bilatéraux, multilatéraux, organisations et privés contribuant au développement du secteur agricole et notamment le FIDA, la FAO, l'UE, la coopération Néerlandaise, la Banque Mondiale, la Chambre d'Agribusiness, la CAPAD et ses membres ainsi que les autorités locales dans les provinces d'intervention. Ces influences se matérialisent à travers les initiatives suivantes :

- La mise en place et l'appui au fonctionnement du GSADR (groupe sectoriel agriculture et développement rural) contribuent beaucoup à l'harmonisation des projets, programmes et autres interventions dans le secteur agricole,
- La concertation avec les initiatives de réforme de la fonction publique et de réformes de gestion budgétaire, également supportées par la CTB
- La concertation avec le Centre National de Coordination des Aides, également supporté par la CTB
- L'harmonisation interne et la recherche de complémentarité technique entre les volets et leurs partenaires (les potentiels de synergie avec les projets provinciaux et autres appuis institutionnels sont encore insuffisamment exploités)
- L'appui à la coordination des acteurs dans les Provinces d'intervention (dont préparation de PPIA – Plan Provinciaux d'Investissement Agricole, qui serviront de base à la programmation et au S/E des provinces)
- L'appui à la concertation du secteur semencier et du secteur des engrais (il faut toutefois noter des divergences entre acteurs appuyant le secteur semencier en regard de la vision des rôles de l'état et du privé)
- La recherche de complémentarités opérationnelles avec les organisations paysannes et organisations d'opérateurs privés

### Alignement :

L'ensemble des interventions du PAIOSA sont alignées sur la SAN et le PNIA (soutenus par VAIM). Si PAIOSA dispose de son propre système de suivi/évaluation lié aux règles CTB, celui-ci se développe de manière telle qu'il puisse être intégré au suivi-évaluation du PNIA.

La stratégie de VSEM est alignée plus spécifiquement sur la loi semencière de mai 2009 et les textes juridico-techniques d'opérationnalisation préparés avec l'assistance du projet RAFS.

VRECH est inséré dans l'ISABU et aligné sur sa stratégie et plus spécifiquement sur son plan Directeur de la Recherche.

La stratégie de VDEVA, s'aligne sur les Plans Provinciaux d'Investissement Agricole, qui intègrent eux même les éléments des plans communaux ; des ateliers dans chaque commune d'intervention ont été réalisés pour valider les priorités d'intervention.

Dans la limite des règles de la CTB, l'alignement sur la législation burundaise en matière de procédures de passation de marchés est fort à l'exception des marchés de prestations intellectuelles qui peuvent être régis par le droit belge.

La gestion administrative et financière est principalement régie par les règles de la CTB.

### **Appropriation :**

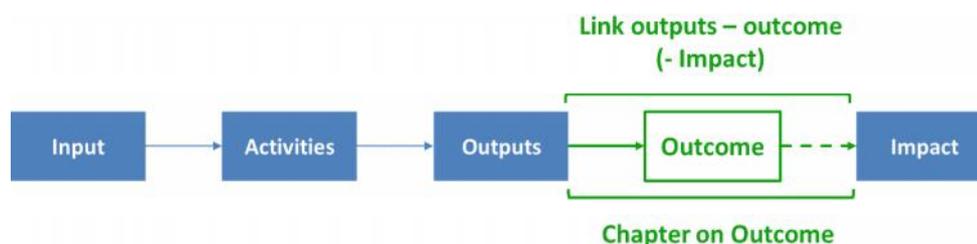
L'appropriation est théoriquement forte car l'ensemble des institutions et acteurs appuyés par le PAIOSA ont été associés de manière étroite à la formulation et sont associés au processus de planification et de suivi à travers les Comités Techniques de chaque volet. Les institutions dans lesquelles s'ancrent les volets et leurs décideurs ont par ailleurs participé au processus d'élaboration du set-up opérationnel du PAIOSA.

D'un point de vue institutionnel, la nomination de nouvelles équipes / structures nécessite toutefois un effort de ré-appropriation. Il faut donc noter que les retards pris dans la mise en place des institutions du système semencier, des cellules TIC et GRH et dans les réformes organisationnelles de l'ISABU ont généré une période instable pendant laquelle l'appropriation des réformes soutenues par PAIOSA n'est pas optimal.

D'un point de vue opérationnel, il est à constater que le faible niveau d'organisation paysanne et professionnelle dans les filières limite la qualité et les possibilités d'un dialogue structuré avec les groupes cibles quant aux services qui leur semblent les plus appropriés. Ce point nécessitera un investissement important en 2013 en matière d'« ingénierie sociale ».

## 2.2 Outcome

Donner un aperçu de l'atteinte potentielle de l'outcome et de la dynamique autour de cet outcome (voir figure infra).



### 2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Outcome <sup>5</sup> : Les productions agricoles et d'élevage dans les trois régions naturelles d'intervention (Mosso, Bugesera, Imbo), sont augmentées et mieux valorisées dans un environnement institutionnel au niveau central, déconcentré et décentralisé favorable au développement des activités agricoles						
Indicateurs <sup>6</sup>	Valeur de la <i>Baseline</i> <sup>7</sup>	Progrès année N-1 <sup>8</sup>	Progrès année N <sup>9</sup>	Cible année N <sup>10</sup>	Cible finale <sup>11</sup>	Commentaires <sup>12</sup>
Taux annuel d'augmentation de la production agricole et animale dans les provinces d'intervention	<b>Moyenne des saisons A et B</b> pour le maïs: Bubanza (5.116 T), Cibitoke (2.592 T), Kirundo (5.386 T), Rutana (3.287 T), Ruyigi (3.791 T), <b>Moyenne des saisons A et B</b> pour le Riz: Bubanza (4.485 T), Cibitoke (1.215 T), Kirundo (1.516 T), Rutana (1.072 T), Ruyigi (2.779 T), <b>Moyenne des saisons A et B</b> ; Pour la B à bière: Bubanza (2.004 T), Cibitoke (19.179 T), Kirundo (27.114 T), Rutana (5.961 T), Ruyigi (13.830 T); Pour la B à cuire: Bubanza (1.032 T), Cibitoke (8.780 T), Kirundo (19.249 T), Rutana (608 T), Ruyigi (5.912 T); Pour la B à Fruit: Bubanza (1.476 T), Cibitoke (979 T), Kirundo (443	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	10 % (= cible PNIA)	---

<sup>5</sup> Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

<sup>6</sup> Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

<sup>7</sup> La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

<sup>8</sup> La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

<sup>9</sup> La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

<sup>10</sup> La valeur cible à la fin de l'année N.

<sup>11</sup> La valeur cible à la fin de l'intervention.

<sup>12</sup> Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

	T), Rutana (9 T), Ruyigi (143 T)					
<b>Taux d'insécurité alimentaire dans les Provinces d'intervention</b>	63,20%	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	0 % (= cible PNIA)	75 % (2011 document PNIA) Indice de vulnérabilité Ruyigi 2011 = 5,5 sur une échelle de 10
<b>Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis la mise en œuvre du programme dans les Provinces d'intervention</b>	56,9% (% des ménages estimant que leur revenu a augmenté entre cette année et l'année passée)	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	Non disponible	
<b>Degré de satisfaction des membres des OPA pour les services rendus par leurs OPA</b>	Très satisfaits (30%), satisfaits (47,8%), Moyennement satisfaits (21,1%), Pas du tout satisfaits (1,2%)	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	Non disponible	
<b>Proportion d'entrepreneurs ou d'OP agricoles ou para-agricoles dont le chiffre d'affaire augmente</b>	Un peu (23,6%), moyen (25,8%), Bon (33,7%), Très bon (16,9%)	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	Non disponible	
<b>Degré d'efficacité du Ministère à assurer ses fonctions régaliennes</b>	1,13		<b>4,20</b>		<b>19,5</b>	
<b>Taux de satisfaction de la demande en semences et plants (Riz, maïs, pomme de terre, bananes) certifiés exprimée par le CAPAD, les antennes VDEVA et autres</b>	Pdt = 0 Riz = Maïs = 0 Bananes = 0	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	PdT = 100% Riz= 100% Maïs = 100% Bananes = 50%	
<b>Taux de conformité aux normes phytosanitaires des semences, plants, rejets produits dans le cadre des fonds IPPTE</b>	Pdt = 6% Riz = Maïs = Bananes =	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	PdT = 75% Riz= 50% Maïs = 75% Bananes =	
<b>Taux de conformité aux normes phytosanitaires des semences, plants et rejets produits par les producteurs qui se déclarent au contrôle semencier</b>	Pdt = 13% Riz = Maïs = Bananes =	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	PdT = 75% Riz= 50% Maïs = 50% Bananes = 35%	
<b>Proportion de ménages utilisant des semences et plants améliorées</b>	Moyenne des saisons A&B: riz (0,30%), Maïs (0,40%), Pomme de terre (0,20%), Banane (1,75%)	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	pas encore fixé	
<b>Degré de satisfaction des utilisateurs de la recherche</b>	Très satisfait: 9,7%; Satisfait:20,4%; Un peu	Démarrage	Idem		info pas encore	

	satisfait:28%; Pas du tout satisfait:41,9%		baseline	Idem baseline	disponible	
<b>Taux de publications scientifiques issues des résultats de la recherche</b>	0	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	info pas encore disponible	
<b>Nombre d'innovations effectivement adoptées par les utilisateurs finaux</b>	données non encore disponibles	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	info pas encore disponible	
<b>Degré d'efficacité de l'ISABU à assurer ses fonctions régaliennes</b>	3,2	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	<b>20</b>	
<b>Taux de satisfaction sur le respect des relations contractuelles orales ou écrites entre les acteurs des filières</b>	Très satisfait : 37,8%; Satisfait : 46,8%; Un peu satisfait : 15,3%	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	info pas encore disponible	
<b>Volume des produits agricoles commercialisé par les OP</b>	Haricot=600T, Mais=1500 T, Manioc=5000 T, Patate=800 T, Riz=18000 T	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	info pas encore disponible	
<b>Evolution du prix de l'unité de riz, du maïs, de la banane et du lait aux différents maillons de la filière</b>	données non encore disponibles	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	info pas encore disponible	
<b>Taux de satisfaction des consommateurs par rapport à la qualité des produits des filières ciblées</b>	Très satisfait=49,5%; Satisfait=23,1%, Un peu satisfait=18,3%	Démarrage	Idem baseline	Idem baseline	info pas encore disponible	

**Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome** : Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'outcome (voir Guide de rapport des résultats) :

<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	Prématuré, attente du rapport baseline final
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	A ce stade de l'état d'avancement, l'analyse des progrès relatifs à l'atteinte de l'objectif spécifique est prématurée.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Le contexte économique international et son influence sur le développement d'une économie agricole de marché.
<i>Résultats inattendus :</i>	Sans objet

## 2.2.2 Gestion des risques

Indiquer l'évolution des risques<sup>13</sup> et la façon dont ils ont été gérés. Les risques identifiés comprennent les risques émanant du DTF et/ou de l'étude Baseline ainsi que les risques significatifs identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention. Certains risques peuvent aussi être identifiés lors du suivi des résultats.

- Décrire le risque.
- Noter la probabilité que le risque survienne : Élevée, Moyenne, Faible
- Noter l'impact du risque s'il devait survenir : Élevé, Moyen, Faible

Si une note C ou D est attribuée à un risque, détailler les mesures qui ont été/seront prises et indiquer la personne/l'acteur responsable. Pour plus de détails sur la notation : voir le Guide

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Les politiques de GRH au niveau des Services Publics incitent les agents à fournir des prestations de qualité,	Nov. 2011	dév	Moyenne	Elevé	C	Appui à la mise en place cellule GRH	VAIM	Fin 2013	En retard	
						Expérience pilote de contractualisation à la performance s'intègre au système structuré de rémunération	VAIM	Fin 2015	En cours	
Les décisions prises par le gouvernement burundais améliorent le climat des affaires et encouragent les investissements dans le secteur agricole (inclus amont et aval)	Nov. 2011	dév	Moyenne	Elevé	C	Conseils sur la politique économique agricole	VAIM/UAC VDEVA/VSEM	Perma	En cours	
						Appuis à l'investissement privé par FIF	VDEVA/VSEM	Perma	En cours	
						Conseils sur privatisation de services/fournitures	VAIM/UAC VDEVA/VSEM	Perma	En cours	
Le système de formation	A définir Baseline									

<sup>13</sup> Se limiter aux risques de développement et aux risques liés à la réputation

<i>professionnelle mis en place par le gouvernement permet aux populations rurales de saisir des opportunités d'emplois dans le secteur non agricole.</i>										
<i>Les principes de la déclaration de Paris sont effectivement appliqués par les acteurs</i>	DTF	dev	Faible	Moyen	A	Appui GSADR	VAIM/UAC	Perma	En cours	
<i>VAIM H1 - Le gouvernement confirme la SAN comme document de référence</i>	DTF	dev	Faible	Faible	A	So				
<i>VAIM H2 - Les indicateurs retenus pour le S/E sont effectivement pertinents.</i>	DTF	dev	Faible	Faible	A	So				
<i>VAIM H3 - Le MINAGRIE assure effectivement son rôle de coordination.</i>	DTF	dev	Moyen	Moyen	B	Participation GSADR et mobilisation	VAIM/UAC	Perma	En cours	
<i>VAIM H3bis - Les Partenaires Techniques et Financiers revoient progressivement leurs stratégies et appuient effectivement les politiques sous sectorielles</i>	DTF	dev	Faible	Moyen	A	Participation GSADR et mobilisation	VAIM/UAC	Perma	En cours	
<i>VAIM H4 - Le gouvernement burundais prend des dispositions pour valider l'organigramme, mettre à disposition des moyens (bâtiments) et améliorer les conditions de travail</i>	DTF	dev	Moyen	Moyen	B	Sollicitation UAC+SMCL	UAC/SMCL	Perma	En cours	
<i>VAIM H5 - Des dispositions sont prises pour regrouper les services et mettre en place les cellules</i>	DTF	dev	Moyen	Elevé	C	Sollicitation UAC+SMCL	UAC/SMCL	Perma	En cours	
<i>VAIM H6 – Les mécanismes de contractualisation sont acceptés par le MINAGRIE, appliqués et respectés. Ils permettent une réelle incitation basée sur les performances</i>	UF VAIM	dev	Moyen	Elevé	C	Engagement 1 agent spécialisé	VAIM	01/01/2013	fini	
						Dialogue MINAGRIE et CTB	UAC	Perma	En cours	
						Evaluation externe	UAC	31/12/2013	En préparation	

<i>et aboutissent à terme au développement institutionnel du Ministère</i>										
<i>VSEM - H1 - Adoption des textes de loi portant sur la création de la DPSPn et de l' ONCCS</i>	DTF	dev	Faible	Elevé	B	Lobbying	UF VSEM/UAC	Perma	En cours	
<i>VSEM - H2 - Le MINAGRIE met à disposition des cadres et des moyens pour la création des services</i>	DTF	dev	Moyen	Elevé	C	Conseil et lobbying + réserve de recrutement + valorisation personnel déjà formé	UF VSEM/UAC	Perma	En cours	
<i>VSEM - H3 - La demande en semences est effectivement solvable,</i>	DTF	dev	Moyen	Moyen	B					
<i>VSEM - H4 - Les stratégies de l'état et des PTF pour le secteur semencier ne créent pas des situations de concurrence déloyale,</i>	DTF	dev	Elevé	Elévé	D	Appui à la mise en place d'un mécanisme de subventionnement engrais-semences	UF VSEM/UAC	Perma	En cours	
<i>VSEM - H5 - Le secteur public se positionne réellement en appui et contrôle du secteur privé</i>	DTF	dev	Elevé	Elévé	D	Appui à la mise en place d'un mécanisme de subventionnement engrais-semences	UF VSEM/UAC	Perma	En cours	
						Appui à la mise en place de cadres PPP	UAC/VAIM	Perma	A démarrer	
<i>VSEM - H6-Le cadre légal permet effectivement l'émergence d'associations professionnelles</i>	DTF	dev	Faible	Moyen	A					
<i>VSEM - H7-Les complémentarités entre les différents PTF et le projet semencier sont effectives</i>	DTF	dev	Elevé	Moyen	C	Appui à la mise en place d'un mécanisme de subventionnement engrais-	UF VSEM/UAC	Perma	En cours	

						semences				
<i>VRECH - H1 - La motivation des agents permet effectivement une appropriation des stratégies</i>	DTF	Dev	Elevée	Elevé	D	Nomination assistant DG et recrut assistant recherche	UAC/VRECH	Perma	En cours	
						Adoption mécanismes de contractualisation chantier	UAC/VRECH	Perma	En cours	
						Mise en place fonds de recherche et fonds de formation	VRECH	Perma	En cours	
<i>VRECH - H2 - Le plan de réforme de ISABU est adopté et mis en œuvre</i>	DTF	Dev	Moyen	Moyen	C	Accompagnement et lobbying	UAC/VRECH	Perma	En cours	
<i>VRECH - H3 - L'ISABU met en place des réformes récompensant la qualité</i>	DTF	Dev	Elevée	Elevé	D	Adoption mécanismes de contractualisation chantier	UAC/VRECH	Perma	En cours	
						Appui à la définition des profils et tâches des fonctions + manuels procédures dans la réforme	VRECH	Perma	En cours	
						Mobilisation assistance PB pour qualité méthodo rech-developop	UAC/VRECH	2013	En cours	
<i>VDEVA – H1 - La législation portant sur le foncier est adoptée et appliquée</i>	DTF	Dev	Faible	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>VDEVA – H2 - L'Etat assure son rôle de régulateur et se désengage effectivement des fonctions de services.</i>	DTF	Dev	Elevée	Elevé	D	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>VDEVA H3 - Le climat des investissements continue à s'améliorer.</i>	DTF	Dev	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>VDEVA – H4 - Une concertation inter-ministérielle se met en place pour la promotion des filières agricoles.</i>	DTF	Dev	Faible	Faible	A	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				

VDEVA – H5 - Le MINAGRIE exerce effectivement un contrôle objectif des performances des DPAEs	DTF	Dev	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
VDEVA – H6 - Les OPAs sont effectivement impliquées dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques agricoles	DTF	Dev	Faible	Moyen	B	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
VDEVA – H7 - Les coûts des produits et des intrants restent compatibles avec la recherche de la compétitivité.	DTF	Dev	Moyen	Moyen	B	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
VDEVA – H8 - La sécurité des biens et des personnes est assurée dans les régions d'intervention	DTF	Dev	Moyen	Moyen	B	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
Transition avec Padap et APV et volume total des plans vis-à-vis des exécutions des trimestres antérieurs sur les projets	Plan 2013	OP	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
Implications RH propres MINAGRIE et ISABU	Plan 2013	OP	Moyen	Moyen	B	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
Impact des remise en question des modalités liées aux Accords d'Exécution, plus particulièrement sur les activités liées à la contractualisation, au fond d'investissement filière, au fond compétitif de la recherche et aux partenariats institutionnels entre institutions publiques (principalement recherche)	Plan 2013	OP	Elevé	Elevé	D	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
Délais liés à la durée de mise en place des équipes VRECH et aux modalités de fonctionnement des antennes VDEVA	Plan 2013	OP	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
Délais liés à la potentielle faible qualité des offres remises par des soumissionnaires cumulée à la faible flexibilité de l'organe de régulation des marchés publics qui peut aboutir	Plan 2013	OP	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				

<i>à des relances de marchés (notamment en regard des gros marchés d'infrastructures sur VDEVA et VRECH)</i>										
<i>Le faible niveau d'intérêt pour le fonds de recherche et de formation PAI ISABU interpelle sur les risques liés à leur poursuite dans PAIOSA</i>	Plan 2013	OP	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Délais et déficit de qualité des résultats liés au déficit d'expertise en matière de génie rural et infrastructure en général</i>	Plan 2013	OP	Elevé	Elevé	D	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Les modalités de gestion durable et efficace des biens communs (infrastructures communautaires, ressources naturelles, foncier) sont encore à définir</i>	Plan 2013	OP + JUR	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Les risques juridiques liés aux outils de financement agricole : les systèmes de crédit ou de subvention agricole actuellement en place pourraient être mieux sécurisés juridiquement en cas de non remboursement ou non respect des conditions</i>	Plan 2013	OP + JUR	Faible	Moyen	B	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Le volume des marchés de travaux à mettre en œuvre pour les infrastructures vis-à-vis de la faible capacité professionnelle des entreprises/institutions en matière d'étude et de construction interpelle sur les risques de non-conformité des services contractés par rapport à la demande paysanne et l'efficacité des investissements</i>	Plan 2013	JUR	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Risques de non-conformité des services offerts par rapport à la demande paysanne et de marché</i>	Plan 2013	JUR	Moyen	Moyen	B	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Risques liés au suivi des engagements (et des potentiels contentieux) liés à APV Ruiygi</i>	Plan 2013	JUR	Elevé	Moyen	C	Prématuré – Démarrage volet fin 2012				
<i>Adéquation ressources</i>		OP	Moyen	Elevé	C	Prématuré – Démarrage volet				

<i>humaines/volume activités sur VDEVA IMBO, VDEVA MOSO (compte tenu charge importante suivi dossiers APV) et VAIM (microgestion)</i>						fin 2012				

### 2.2.3 Impact potentiel

A ce stade de l'état d'avancement, l'analyse de l'impact potentiel est prématurée.

### 2.2.4 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Efficience, Efficacité, Durabilité et Pertinence), plusieurs sous-critères ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention, vous pouvez calculer la note totale applicable à ces critères spécifiques (voir infra pour les instructions de calcul).

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)</b>	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b> La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant

<input type="checkbox"/>		possible.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

### 3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

#### 3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

#### 3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

### 3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>3.1 Durabilité financière/économique ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
<b>4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

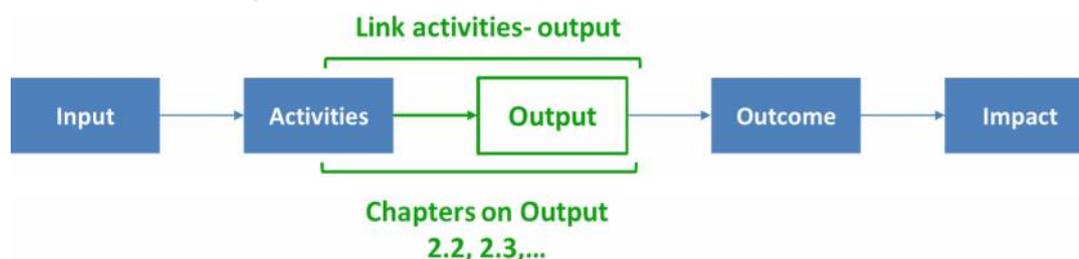
Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	B
Efficacité	B

<b>Durabilité</b>	B
<b>Effcience</b>	C

## 2.3 Output 1<sup>14</sup> - Les capacités du MINAGRIE à assurer ses fonctions régaliennes sont améliorées (Volet VAIM)

Évaluer la probabilité de l'atteinte de l'output en question et la dynamique entourant l'évolution de cet output.



### 2.3.1 Analyse des progrès réalisés

<b>Ss-Outputs 1: Les capacités de planification, de programmation et de mise en œuvre des politiques agricoles sont améliorées</b>							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
Degré d'efficacité du Ministère à planifier, programmer et mettre en œuvre les politiques agricoles	0		4	6,3	19,3		
<b>Ss-Outputs 2: Les capacités de suivi-évaluation et de capitalisation sont améliorées</b>							
Degré d'efficacité du Ministère à suivre et capitaliser sur le développement sectoriel	1,2		2,7	5,2	20		
<b>Ss-Outputs 3 : Les capacités du MINAGRIE à assurer son rôle de coordination des interventions dans le secteur agricole sont améliorées</b>							
Degré d'efficacité du Ministère à assurer son rôle de coordination dans le secteur agricole	2		4,5	5,2	19,5		
<b>Ss-Outputs 4 : Les capacités organisationnelles et humaines sont améliorées</b>							
Degré d'efficacité du Ministère à améliorer ses capacités organisationnelles et humaines	1,5		4,5	5	20		
<b>Ss-Outputs 5: Les supports de communication et les systèmes d'information sont améliorés</b>							
Degré d'efficacité du Ministère à communiquer et améliorer les systèmes d'information	1,5		6,5	8	18,5		
<b>Ss-Outputs 6 : Les capacités de planification, de programmation, de suivi et de coordination des DPAE au niveau provincial sont améliorées</b>							
Degré d'efficacité des DPAE à assurer leurs activités de planification, programmation, coordination et suivi-évaluation au niveau provincial	0,3		2	2	19		
<b>État d'avancement des principales activités</b> <sup>15</sup>			<b>État d'avancement :</b>				<b>Commentaires</b> (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
Produits de la composante <b>SR0101</b> - Renforcer capacités de planification et de programmation MINAGRIE : 1. PNIA : Succès BM (dont consultant), tirage d'environ 2000 exemplaires, voyage Bxl				X			•

<sup>14</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

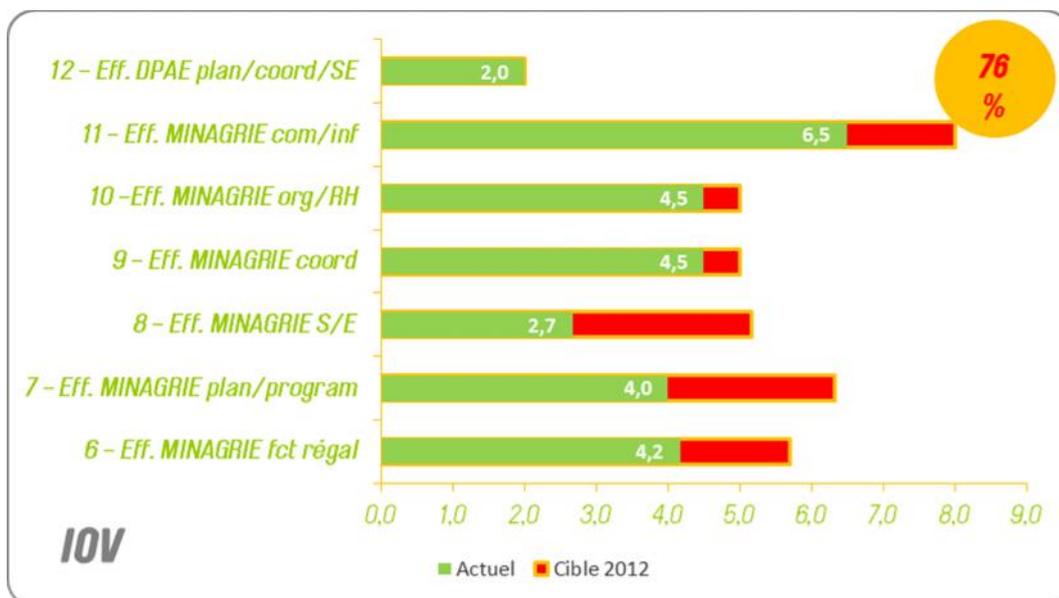
<sup>15</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<p>2. Contribution Sécurité alimentaire : TDR FMSAN finalisé</p> <p>3. BdD PNIA actualisée 2012 : à valider janv.13</p> <p>4. PNIA, CDMT et CSLP mis en cohérence (programmes, S/P et aspects financiers)</p> <p>5. SSS BV marais diffusée (500 ex)- niveau Com.</p> <p>6. BdD Documentation OPA disponible, et BdD OPA (inventaire) finalisé : à valider janv.13</p> <p>7. 15 PPIA validés (+Kirundo via VEDEVA) au niveau provincial : validation CS PNIA Fév.13</p> <p>8. Appui politique subvention fertilisants (consultant): Manuel approuvé</p>					
<p>Produits de la composante <b>SR0102</b> - Renforcer capacités de suivi-évaluation MINAGRIE:</p> <p>9. Bilan exécution financière 2011 et PTBA 2012 dont présentation en GSADR</p> <p>10. Cadre de référence et dictionnaire IOV de S/E du PNIA conçu et approuvé</p> <p>11. Chantier système de collecte S/E PNIA lancé</p>			X		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qq retard dû à d'autres dossiers très prenants (ex : BdD PNIA, ENAB).</li> </ul>
<p>Produits de la composante <b>SR0102</b> - Renforcer données agricoles MINAGRIE :</p> <p>12. ENAB - Rapport saison A 2011/12 approuvé diffusé</p> <p>13. ENAB - Rapport saison B 2011/12 approuvé diffusé</p> <p>14. ENAB - Saisie saison C 2011/12 finalisée</p> <p>15. ENAB - Montage financier actualisation ENAB 2012/13 bouclé et collecte saison A 2012/13 lancée</p>		X			<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
<p>Produits de la composante <b>SR0103</b> - Renforcer capacités de coordination MINAGRIE :</p> <p>16. GSADR redynamisé : 12 réunions mensuels (+ extra) tenues et participation améliorée avec nouveau co-président et présence effective de Mme la MAE</p> <p>17. 10 GT ad hoc mis en place dont 5 à 6 actifs avec production de Tdrs ou suivi de dossiers</p> <p>18. Sensibilisation puis décision de création de GSADR provinciaux</p> <p>19. <i>Matrice et cartographie Test (3 provinces) en cours d'amélioration - Atelier mars.13</i></p> <p>20. Qq appui ponctuels liés à l'intégration S/régionale (CEPGL, AGRF Arusha)</p> <p>21. <i>BdD (annuaire) ONG, et privés : chantiers tests lancés</i></p>			X		<ul style="list-style-type: none"> <li>• GT ad hoc encore peu efficaces pour certains : renforcement et formalisation des secrétariats, et des co-présidences à prévoir en 2013 ;</li> <li>• Retard important sur les matrices et cartographies test (lenteur IGEBU).</li> </ul>
<p>Produits de la composante <b>SR0104</b> Renforcer capacités gestion RH MINAGRIE :</p> <p>22. Nombreux « Contrats de chantier » en exécution (apprentissage) et Recrutement ATN « contractualisation »</p> <p>23. Décision de contractualisation de structure (en cours de mise en œuvre)</p> <p>24. <i>TDR ATI appui Cellule GRH – DAO à lancer janv.13</i></p> <p>25. Voyage d'Étude Rwanda dont Atelier de restitution</p> <p>26. Réception VET AIMAEP Bénin et Echange d'expérience</p> <p>27. Appui formation ponctuel secrétariat MAE (CdI) et Archivage (ENA)</p> <p>28. <i>Base de donnée effectifs MINAGRIE actualisée 2012</i></p>			X		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dossier GRH à booster en 2013 avec Bureau international + CN en appui à la cellule GRH, sur base d'une vision institutionnelle du MINAGRIE (Atelier 1er semestre 2013)</li> </ul>
<p>Produits de la composante <b>SR0104</b> - Amélioration des conditions physique de travail :</p> <p>29. MINAGRIE et PAIOSA déménagés avec qq appuis ponctuels (Groupe, connexion, pancarte, etc.)</p> <p>30. Salle de réunion, bibliothèque, salle d'archivage et bureau 3è Etage siège MINAGRIE opérationnels</p> <p>31. MP matériel informatique attribué : livraison Q1-13</p>		X			<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>

32. Complément mobilier SP, S de Réunion et MAE réceptionnés 33. Mobilier et petit équipement archivage Siège et Gitega réceptionnés					
Produits de la composante <b>SR0105</b> - Renforcer communication et information MINAGRIE :  34. 11 KIT informatiques SAR réceptionnés 35. <i>Rappel C05 : Matrice et cartographie Test (3 provinces) en cours d'amélioration – Atelier mars.13</i> 36. <i>MP formation informatique de base en cours d'attribution (Siège &amp; Gitega)</i> 37. <i>MP formation maintenance cellule TIC en cours d'attribution</i> 38. Connexion siège MAE améliorée (abonnement en cours) 39. Formation archivage délivrée, équipement et mobilier, réceptionnés, phase de mise en œuvre en cours (siège MINAGRIE & Gitega) 40. Décision Interconnexion MINAGRIE (Siège, Gitega et DPAA) décidée sous réserve cellule TIC renforcée et budget additionnel			X		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cellule TIC MINAGRIE/ SP à renforcer : embauche et affectation formalisée (1 sénior + 1 junior + 1 technicien Gitega) sur Budget de contrepartie + contrat de chantier VAIM ;</li> <li>• Retard sur qq MP et report lot Câblage MINAGRIE siège ;</li> </ul>
Produits de la composante <b>SR01 à SR06</b> - Assurer la gestion du volet et mobiliser des expertises d'appui :  41. Programmation et rapport d'exécution opérationnels et financiers produits dans les temps 42. Activités réalisées et produits 2012 effectifs, moyennant ajustements de programmation Q2, Q3 et Q4 2012. 43. Système suivi-évaluation VAIM, conçu et mis en place	X				

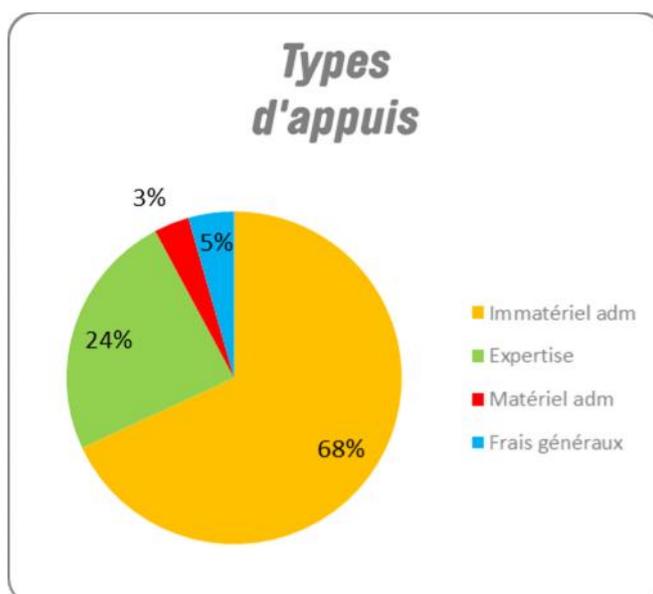
**Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).**

<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Une programmation ambitieuse avec un taux d'exécution des produits à délivrés de 97 % et un taux d'exécution financier de 99 %. La pertinence des activités pour l'atteinte de l'output reste valable.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	76 % de réalisation des cibles 2012
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Quelques chantiers en retards (dont GRH, TIC en lien avec retard dans la mise en place des cellules MINAGRIE, la manque de RH et la relance de certains marchés)</p> <p>Une année de gestion directe de l'ENAB, avec une charge de travail de micro-gestion mobilisateur de temps.</p> <p>Temps nécessaire pour adaptation des équipes à une nouvelle organisation logistique, administrative et financière liée au programme (vis-à-vis de l'approche projet préalable).</p> <p>Constat de certaines hétérogénéité entre les volets PAIOSA en matière de compréhension de ce qu'est un appui institutionnel</p> <p>La gestion des risques liés à la mise en œuvre de la contractualisation à la performance des agents MINAGRIE s'articule autour d'une mise en place progressive des systèmes qui engendre des réactions institutionnelles diversifiées auprès des institutions belges et burundaises</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Elaborations de plans provinciaux d'investissement agricoles



### 2.3.2 Exécution budgétaire

2012 (selon Planification FIT Q4 2012)	BUDGET F01	Dépenses 2012	Dépenses totales	% plan 2012	% budget
<b>VAIM</b>	5.215.758	1.992.887	2.354.347	98 %	45 %



### 2.3.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D <sup>16</sup> aux critères suivants :

- Efficiences : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- Efficacité : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- Durabilité : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
Efficiences	C
Efficacité	B
Durabilité	B

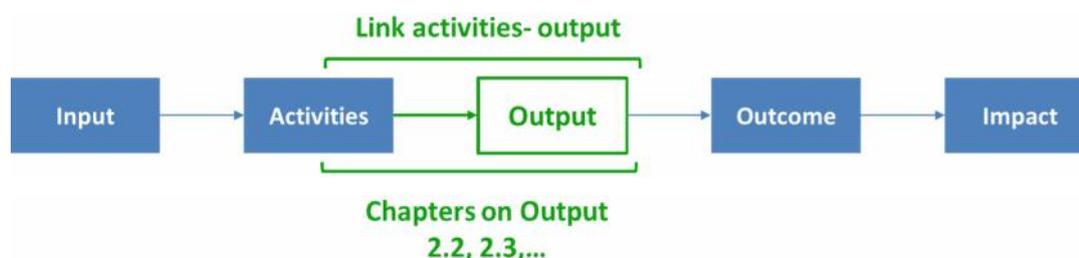
---

<sup>16</sup>

- A : Très bonne performance
- B : Bonne performance
- C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises
- D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

## 2.4 Output 2<sup>17</sup> - La production et l'utilisation de semences et plants de qualité sont augmentées (Volet VSEM)



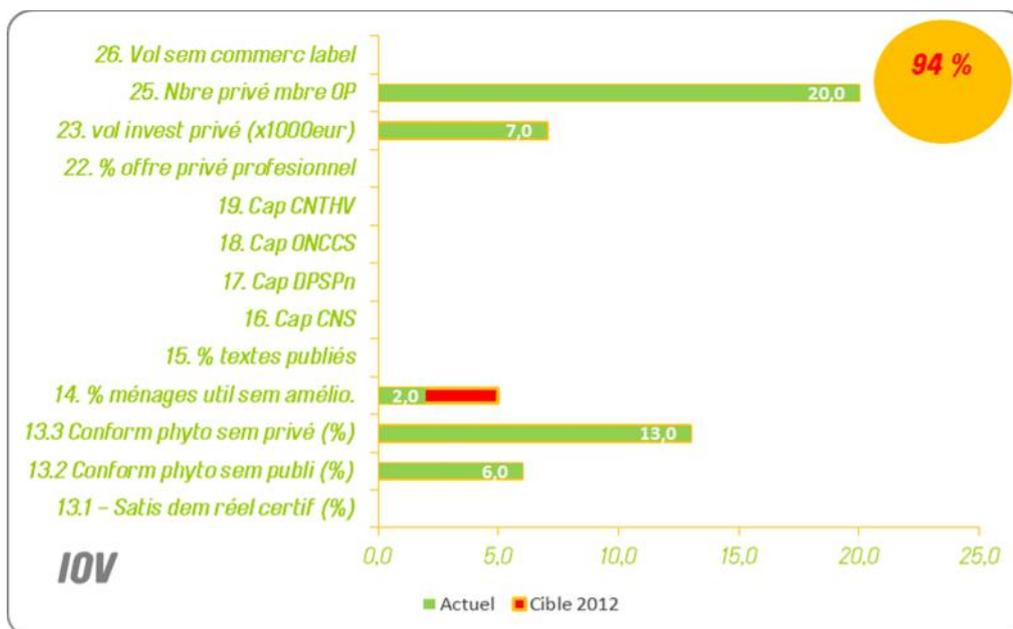
### 2.4.1 Analyse des progrès réalisés

<b>Ss-Outputs 7 : Les institutions étatiques de coordination et de contrôle du secteur semencier sont opérationnelles</b>						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Pourcentage de textes d'application promulgués par rapport à ceux prévus dans la loi	0%				75%	
Les capacités effectives du CNS à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0				16	
Les capacités effectives de la DPSPn à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0				16,5	
Les capacités effectives de l'ONCCS à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0				16,5	
Les capacités effectives du CTNHV à assumer ses missions régaliennes sont améliorées	0	Non applicable car mise en place des cibles et baseline en 2012			16%	
<b>Ss-Outputs 8 : Le secteur privé s'implique davantage dans le secteur semencier</b>						
Proportion de la demande en semences et plants exprimée par la CAPAD, VDEVA et autres produite par les privés	0%				60%	
Volume des investissements en infrastructures par les privés en contrepartie du fonds de subvention	7.000 €	Non applicable car mise en place des cibles et baseline en 2012			€ 120.000	
<b>Ss-Outputs 9 : Des organisations professionnelles émergent dans le secteur semencier</b>						
Nombre de producteurs semenciers membres des fédérations professionnelles (COPROSEBU, CAPAD et autres)	50 (CAPAD=0, COPROSEBU=30, CAPRI=20)				Pas encore fixé	
Volume de semences commercialisées sous le label par les organisations professionnelles	Pdt = 0 Riz = 0 Maïs = 0	Non applicable car mise en place des cibles et baseline en 2012			PdT = 600T Riz = 300 T Maïs = 600T	

<sup>17</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

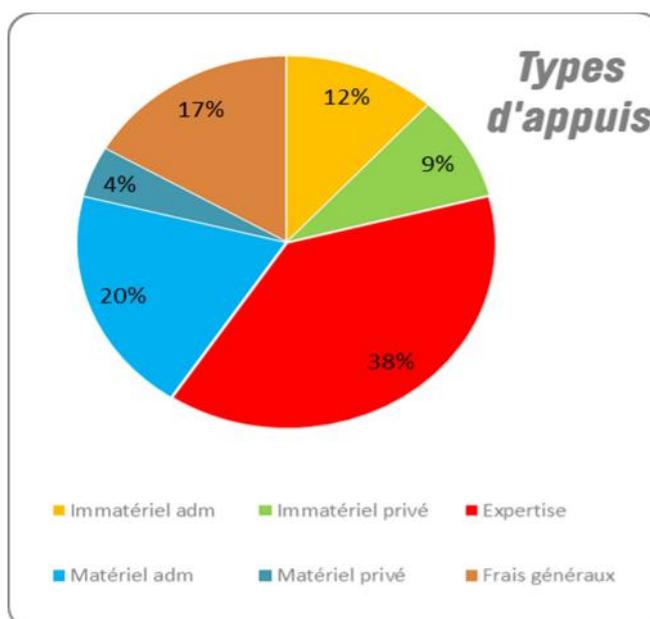
État d'avancement des principales activités <sup>18</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
Contrôle pdt 2012 A et 2012 B		X			
Fd Garantie sem.		X			
Véh ONCCS/DPSP	X				
Semaine PDT CAPAD		X			
Labo DPV réhab	X				
Labo DPV équip.		X			
Strat sem filière maïs		X			
Protocole et règles certifi		X			
Encadr. COPROSEBU			X		Coprosebu peu proactif
Strat sem filière riz		X			
Eval RAFS		X			
Assurer la gestion du volet et mobiliser des expertises d'appui : Programmation et rapport d'exécution opérationnels et financiers produits dans les temps Système suivi-évaluation VSEM, conçu et mis en place		X			
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Une programmation ambitieuse avec un taux d'exécution des produits à délivrés de 97 % et un taux d'exécution financier de 98 %. La pertinence des activités pour l'atteinte de l'output reste valable. Il est néanmoins à noter que la méthodologie mise en œuvre pour l'appui aux privés à travers un appui exclusif au COPROSEBU devra être revue en raison de la faible proactivité de l'organisation.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	94 % de réalisation des cibles 2012 (ndlr : fixé en Q4 2012)				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai dans la promulgation du décret portant création de la DPSPn/ONCCS</li> <li>- Préparation des procédures de gestion ONCCS sans présence du personnel</li> <li>- Mise en place de stratégie commune avec VDEVA pour multiplication semence plus lente que prévue</li> <li>- Cohérence interne des associations de multiplicateur et capacité à formuler des plans d'actions bancables</li> <li>- Faible capacité du COPROSEBU</li> <li>- Concurrence entre logique de marché et logique de dons pour le secteur semencier</li> <li>- EIE nécessaire pour construction laboratoire ONCCS</li> <li>- Alignement contractualisation</li> </ul>				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration des conseils VSEM à l'achat de bananiers par MINAGRIE</li> <li>- Intégration</li> </ul>				

<sup>18</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



## 2.4.2 Exécution budgétaire

2012 (selon Planification FIT Q4 2012)	BUDGET F01	Dépenses 2012	Dépenses totales	% plan 2012	% budget
<b>VSEM</b>	3.304.010	672.182	846.656	103 %	26 %



### 2.4.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D <sup>19</sup> aux critères suivants :

- Efficience : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- Efficacité : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- Durabilité : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacit	B
Durabilit	B

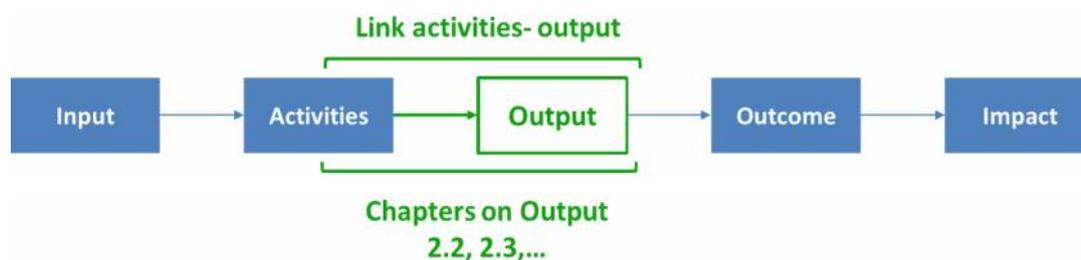
---

<sup>19</sup>

- A : Très bonne performance
- B : Bonne performance
- C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises
- D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

## 2.5 Output 3<sup>20</sup> - La recherche Agronomique produit des résultats et recommandations répondant aux besoins du monde agricole (Volet VRECH)



### 2.5.1 Analyse des progrès réalisés

<b>Ss-Outputs 10: Les programmes de recherche prioritaires du Plan Directeur de la Recherche sont mis en œuvre</b>						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Nombre de recrutements spécifiques pour des programmes de recherches prioritaires du Plan Directeur de la Recherche	0	Les valeurs de base correspondent aux valeurs de 2012			Pas encore fixé	
Nombre de formations spécifiques concernant des programmes de recherches prioritaires du Plan Directeur de la Recherche	16				Pas encore fixé	
Nombre de programmes prioritaires du Plan Directeur de la recherche qui ont démarré	0				5	
<b>Ss-Outputs 11 : La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée</b>						
Degré d'efficacité de l'ISABU et des stations à améliorer leur gestion administrative et financière		Les valeurs de base correspondent aux valeurs de 2012			20	
Fonctionnalité des comités mixtes de recherche					20	
Proportion de conventions de recherche contractuelle alignées sur les systèmes et procédures de l'ISABU					75	
<b>Ss-Outputs 12 : Les semences de prébase des cultures vivrières produites par ISABU satisfont aux normes de qualité</b>						
Taux de satisfaction de la demande en semences de pré-base	données non disponible	données non disponible	données non disponible	données non disponible	données non disponible	
Proportion des lots de semences acceptés à la suite des tests	0	données non disponible	données non disponible	données non disponible	données non disponible	
<b>Ss-Outputs 13 : Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées</b>						
Le laboratoire de chimie est homologué et fonctionnel	8	Les valeurs de base correspondent aux valeurs de 2012			19	

<sup>20</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapters 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

Le laboratoire de phytopathologie est fonctionnel (accréditation)	7				20
L'unité d'entomologie est fonctionnelle (accréditation)	8				17,6
Nombre de publications de vulgarisation issues des résultats de la recherche	0				Pas encore fixé

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>21</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
Assistance à la réforme des SAF				X	Retard dans la mise en œuvre des réformes organisationnelles
Achat moto prébase		X			
Achat tracteur prébase			X		LIVRAISON EN RETARD
Construction serres aéropoies				X	RETARD DANS LA FINALISATION DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
Partenariat avec laboratoire international labo Phyto			X		COMPLEMENTARITE VSEM DIFFICILE
Partenariat CIP		X			
Partenariat IITA		X			
Etude insectarium		X			
Construction serre semences		X			
Etude réhabilitation LCA			X		DOSSIER D ETUDE INITIAL PLUS COMPLEXE
Définition des mécanismes de fonds compétitifs de la recherche			X		MOBILISATION DE RH SUR LE VOLET(CTB ET ISABU) FIN 2012 / DEBUT 2013
Définition des mécanismes de recherche contractuelle			X		MOBILISATION DE RH SUR LE VOLET(CTB ET ISABU) FIN 2012 / DEBUT 2013
Assurer la gestion du volet et mobiliser des expertises d'appui :			X		MOBILISATION DE RH SUR LE VOLET(CTB ET ISABU) FIN 2012 / DEBUT 2013
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
Lien entre les activités et		Une programmation peu ambitieuse en raison des difficultés à mobiliser des			

<sup>21</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<i>l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	ressources sur le volet en même temps que de gérer la clôture du projet PAI ISABU avec un taux d'exécution des produits à délivrés de 38 % et un taux d'exécution financier de 25 %. Il est trop tôt pour valider la pertinence des activités pour l'atteinte de l'output en regard du démarrage effectif du volet fin 2012.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	- Délai dans la mobilisation de ressources humaines disponibles CTB et ISABU affectées à la coordination de l'exécution du volet - Délais dans la mise en œuvre effective des réformes organisationnelles de l'ISABU et faible appropriation des équipes des changements institutionnels prévus - Faible motivation des chercheurs en regard des conditions salariales d'autres institutions de recherche ainsi qu'aux opportunités de valoriser leur savoir dans des cadres de consultance
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

## 2.5.2 Exécution budgétaire

2012 (selon Planification FIT Q4 2012)	BUDGET F01	Dépenses 2012	Dépenses totales	% plan 2012	% budget
VRECH	5.934.275	97.212	97.215	25 %	2 %

## 2.5.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D<sup>22</sup> aux critères suivants :

- Effizienz : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- Efficacité : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- Durabilité : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

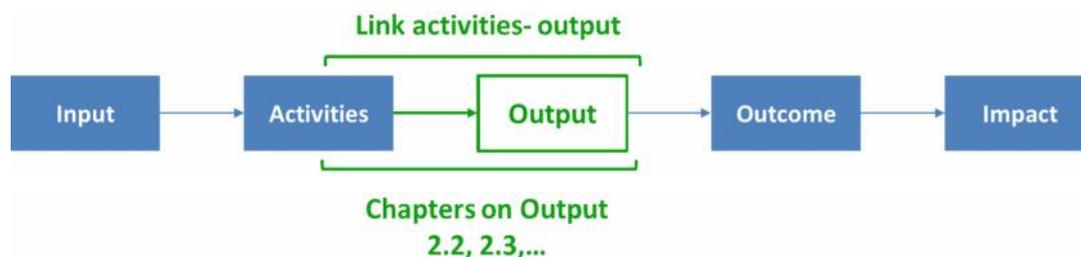
<sup>22</sup>

- A : Très bonne performance  
 B : Bonne performance  
 C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises  
 D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

<b>Critères</b>	<b>Note</b>
<b>Efficience</b>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012
<b>Efficacité</b>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012
<b>Durabilité</b>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012

## 2.6 Output 4<sup>23</sup> - Les conditions de production et de mise en marché des produits agricoles et d'élevage sont améliorées dans les régions de l'IMBO, du MOSO et du BUGESERA (Volet VDEVA)



### 2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
<b>Ss-Outputs 14 : Le capital productif et la productivité sont améliorées dans la zone d'intervention</b>						
Superficie aménagée / réhabilitée des marais et périmètres hydro-agricole dans un processus concerté avec les bénéficiaires	0	données non disponible	données non disponible	données non disponible	2000 ha dans Imbo et 200 ha dans Moso	
Taux d'exploitation des superficies aménagées	0	données non disponible	données non disponible	données non disponible	80% dans Imbo et 100% dans Moso	
Degré d'efficacité des instances de gestion des aménagements	données non disponible	données non disponible	données non disponible	données non disponible	Pas encore fixé	
Nombre de mètres linéaires d'aménagements anti-érosif	0	données non disponible	données non disponible	données non disponible	166 000 d'aménagement antiérosif, 450 000 m d'aménagement du littoral dans Bugesera, 500 km dans Imbo, 800 km dans Moso	
Nombre d'ouvrages publics financés par le projet par type de structures (hangars publics, pistes, marché)	0	données non disponible	données non disponible	données non disponible	Pas encore fixé	
Rendements des spéculations produites dans les provinces d'intervention	Moyenne de la saison A et B: <b>Pour le maïs</b> , Bubanza (642 kg/ha), Cibitoke (816	données non disponible	données non disponible	données non disponible	Pas encore fixé	

<sup>23</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

	kg/ha), Kirundo (400 kg/ha), Rutana (785 kg/ha), Ruyigi (499 kg/ha). <b>Pour le riz,</b> Bubanza (3872 Kg/ha), Cibitoke (1.933 kg/ha), Kirundo (3.343 kg/ha), Rutana (7.700 kg/ha), Ruyigi (2.900 kg/ha). <b>Pour la B à bière,</b> Bubanza (4.100 kg/ha), Cibitoke (4.647 kg/ha), Kirundo (3.240 kg/ha), Rutana (4.963 kg/ha), Ruyigi (3.600 kg/ha). <b>Pour la B à cuire,</b> Bubanza (4.767 kg/ha), Cibitoke (nd), Kirundo (3.600 kg/ha), Rutana (5.000 kg/ha), Ruyigi (3.250 kg/ha). <b>Pour la B à fruit,</b> Bubanza (5.000 kg/ha), Cibitoke (5.000 Kg/ha), Kirundo (5.000 Kg/ha), Rutana (nd), Ruyigi (3.600 kg/ha)					
<b>Ss-Outputs 15 : La compétitivité et l'articulation des chaînes de valeur sont améliorées dans les zones d'intervention</b>						
Taux de micro-projets financés économiquement viables après 1 an	0	Les valeurs de base correspondent aux valeurs de 2012			Pas encore fixé	
Nombre d'ouvrages privés co-financés par le projet par type de micro-projets (hangars, équipements,...)	0				30 dans Bugesera, 20 dans Imbo et 15 dans Moso	
Volume des produits agricoles transformés dans les provinces d'intervention au travers des équipements fournis par le projet	0				Pas encore fixé	
<b>Ss-Outputs 16 : Les capacités des acteurs locaux à assumer leurs rôles et mandats pour la mise en œuvre des stratégies de développement agricole sont améliorées</b>						
Proportion de techniciens / agents DPAE dotés de moyens de déplacement et informatiques	<b>Moso:</b> Autos = 14,3%, Motos = 44,0%,	Les valeurs de base correspondent aux valeurs de 2012			Bugesera: OP=8 personnes * 35 OP, communes=Appui au	

pour remplir leurs missions	Matériel informatique = 128,6%, <b>Bugesera</b> : Autos = 85,6%, Motos = 69,2%, Matériel informatique = 142,8%, <b>Imbo</b> :				PDC dans 4 communes, Formation à la maîtrise d'ouvrage, Formation au partenariat public-privé, Appui à l'entretien des infrastructures publiques, Imbo: DPAE=300 personnes, OP=216 personnes, Alphabétisation=3000 personnes, Moso: OP=200 personnes, alphabétisation=1500 personnes par an			
Degré d'efficacité des OPA	données non disponibles	données non disponibles	données non disponibles	données non disponibles	Pas encore fixé			
Nombre de bénéficiaires d'appuis au renforcement de capacités (formation, alphabétisation, appui-gestion, partenariat d'affaire)	0	données non disponibles	données non disponibles	données non disponibles	Pas encore fixé			
<b>État d'avancement des principales activités</b> <sup>24</sup>				<b>État d'avancement :</b>		<b>Commentaires</b> (uniquement si C ou D comme valeur)		
				A	B		C	D
Mise en place de l'antenne Bugesera et reprise des activités du PADAP Kirundo						X		Problèmes de gestion du PADAP Kirundo et remplacement de l'équipe ont engendré un retard de 4 à 5 mois dans la gestion de la transition
Mise en place de l'antenne Moso et reprise des activités du APV Ruyigi						X		Reprise de la gestion des engagements de APV Ruyigi mobilise la plupart des ressources de l'Antenne
Mise en place de l'antenne Imbo et reprise des activités du PADAP Cibitoke					X			
Mise en place de l'Unité Fonctionnelle VDEVA						X		Retard dans la mobilisation des RH
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>								
<b>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités</b>		Prématuré pour valider la pertinence des activités pour l'atteinte de l'output en regard du démarrage effectif du volet fin 2012.						

<sup>24</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<i>en tant que telles ?) :</i>	
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	- Délai dans la mobilisation de ressources humaines disponibles CTB affectées à la coordination de l'exécution du volet
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

## 2.6.2 Exécution budgétaire

2012 (selon Planification FIT Q4 2012)	BUDGET F01	Dépenses 2012	Dépenses totales	% plan 2012	% budget
VDEVA	16.786.649	372.687	372.687	s.o.	0 %

## 2.6.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D <sup>25</sup> aux critères suivants :

- Efficience : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- Efficacité : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- Durabilité : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
<b>Efficience</b>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012
<b>Efficacité</b>	Sans objet en regard du

<sup>25</sup>

- A : Très bonne performance  
 B : Bonne performance  
 C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises  
 D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

	démarrage effectif du volet fin 2012
<b>Durabilité</b>	Sans objet en regard du démarrage effectif du volet fin 2012

## 3 Thèmes transversaux

### 3.1 Genre

#### Effet neutre

Dans un premier temps, l'aspect genre est pris en compte dans les aspects de suivi-évaluation du PNIA et dans le traitement des données de l'enquête agricole (nombre de ménages gérés par les femmes, nombre femmes disposant de propriété,...).

Une analyse genre des projets antérieurs au PAIOSA a été menée en 2012 afin d'identifier les actions d'amélioration.

Une stratégie genre du PAIOSA devrait être préparée en 2013 en vue de prendre des mesures sensibles au genre ultérieurement.

### 3.2 Environnement

#### Effet sensible

Le MINAGRIE, avec le support du VAIM a collaboré étroitement avec le MINEEATU dans l'élaboration de documents sous sectoriels (ex : Stratégies Sous-Sectorielles Bassins Versants / Marais présentée et adoptée conjointement par les deux ministères).

La semence améliorée, en augmentant les rendements, peut contribuer à faire baisser la pression foncière ce qui indirectement réduira la pression sur l'environnement, par exemple en évitant la mise en culture de terres marginales susceptibles à l'érosion. De même le choix de développer la filière banane a des impacts positifs sur l'environnement en assurant une couverture du sol (anti érosion) direct par les plants et indirect par le mulch. En favorisant, les restitutions organiques via sa biomasse, elle maintient la fertilité du sol et facilite la réduction concomitante de l'emploi d'engrais chimiques.

La mise en œuvre de la législation sur les études d'impacts environnementaux a été intégrée au planning technique et financier.

### 3.3 Autre

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Plan d'action

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de l'action/la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère (p. ex., 2.4)</i>	<i>Le responsable de la prise de décision/action</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Augmenter le suivi des mécanismes de contractualisation pour assurer qu'il génère de la performance et qu'il s'intègre au développement institutionnel	2.2.2	SP+VAIM+UAC	Q1 2014
Appuyer le MINAGRIE et l'ISABU dans la mise en place effective d'une cellule GRH fonctionnelle (+ contrôle interne des performances)	2.2.2 et 2.5.1	SP+VAIM+VRECH	Q1 2014
Appuyer le MINAGRIE dans la mise en place effective d'une cellule TIC fonctionnelle	2.2.2	SP+VAIM+UAC	Q1 2014
Favoriser les initiatives et le lobbying qui encourage le climat des affaires	2.2.2	VDEVA+VSEM+UAC	Q1 2015
Assurer la concertation des PTF et acteurs publics sur les mécanismes d'accès aux semences de qualité à travers GT	2.2.2	VSEM+UAC	Q1 2014
Accompagnement ISABU pour une mise en place réaliste des réformes	2.2.2 et 2.5.1	VRECH+UAC	Q1 2014
Accompagner ISABU et l'ONCCS dans la mise en place de mécanismes contractuels assurant la motivation des agents et favorisant l'appropriation institutionnelle des stratégies	2.2.2	VRECH+VSEM+UAC	Q3 2013
Assurer l'application des lois foncières et minières dans l'IMbo et le Moso	2.2.2	VDEVA	Q4 2013
Améliorer l'efficacité des services logistiques et infrastructures du programme	2.2.4	UAC	Q2 2013
Développer et diversifier les partenariats avec les organisations et le privé dans le secteur semencier	2.4.1	VSEM	Q4 2013
Développer des mécanismes de partenariats	2.5.1	VRECH+UAC	Q2 2013

entre institutions publiques (de recherche/développement)			
Ajuster le fonctionnement du programme aux nouvelles règles en matière de charroi zéro et de taxation	2.2.4.	UAC+RR	Q1 2013
Développer ressources IMBO lors formulation + d'une analyse approfondie des équilibres résultats attendus-ressources	2.2.2	UAC+RR	Q2 2013
Recruter des experts en Ingénierie sociale et en GR	2.2.2	UAC+VDEVA	Q2 2013
Concertation orpailleurs IMBO et mise en défend de zones à risques	2.2.2	UAC+VDEVA	Q2 2013

## 4.2 Enseignements tirés

*Tirer les enseignements importants de l'expérience de l'intervention. Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).*

Enseignements tirés	Public cible
Appuis aux DPAEs fortement orientés vers les appuis matériels – nécessité d'investir du temps (et pas nécessairement de l'argent) dans les appuis immatériels.	VDEVA
Les initiatives de réhabilitation ou réalisation d'infrastructures ou d'équipements publics sont fortement orientées sur l'ingénierie technique et peu sociale – nécessiter d'investir du temps et des moyens humains dans la validation sociale des besoins et des propositions techniques ainsi que dans la gestion ultérieure des infrastructures. Nécessité de développer des relations plus structurées avec les institutions communales.	VDEVA
Les appuis aux organisations de producteurs sont réalisés de manière dispersée en fonction des opportunités et essentiellement orientée sur le niveau de base – nécessité de développer une approche plus orientées sur les besoins d'appuis spécifiques des différents maillons des filières	VDEVA

## 5 Annexes

### 5.1 Cadre logique d'origine

Voir annexe

### 5.2 Cadre logique mis à jour

Sans objet

### 5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Sans objet
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Sans objet – attente rapport baseline
Planning de l'EMP	Fin 2014
Planning de l'évaluation finale	2015/2016 en fonction des tranches de financements
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Sans objet

### 5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Voir annexe

## 5.5 Décisions prises par la SMCL et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par la SMCL et assurer le suivi de ces décisions.

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Validation organisation fonctionnelle PAIOSA	Q4 2011	Q1 2013	UAC	MINAGRIE/CTB	Modification Mandats	CTB	Q2 2012	Intégré	En cours
					Validation PIM	SMCL	Q1 2013	En cours	
					Validation modif Montage VDEVA Et gestion transition PADAP et PAI	SMCL	Q2 2012	OK	
Intégration PADAP Cibitoke	Q2 2012	Q1 2013	UAC	MINAGRIE/CTB	Validation modalités Par SMCL	SMCL	Q1 2013	En cours	En cours
Validation de l'intégration au PAIOSA des activités liées aux reliquats et soldes d'engagements des projets RAFS, PAI, APIP PADAP KIRUNDO et PAI ISABU.	2012	2013	SMCL	UAC et volets	Intégration au planning	UAC	Q1 2013	Intégré	OK
Validation des révisions budgétaire	2012	Q1 2012	UAC	SMCL	Validation propo	CT/ SMCL	Q1 2013	En cours	OK
Approbation du manuel de mise en oeuvre du Fonds d'Investissement Filière (FIF) du programme PAIOSA	2012	Q3 2012	UAC	SMCL/Volets	Validation propo	SMCL	Q2 2013	OK	OK
Approbation du dictionnaire des indicateurs	2012	Q3 2012	UAC	SMCL/volets	Validation propo	SMCL	Q2	OK	OK

objectivement vérifiables du programme PAIOSA qui feront l'objet de l'établissement de la baseline							2013		
Mise en place progressive contractualisation	2012	2013	UAC	SMCL	Evaluation externe Recrutement ATN spécialisé Régime taxatoire	SMCL	2012 2013	En cours	En cours
Approbation rapports exécution Et plannings	2012	Q1 2013	UAC	SMCL	Validation	SMCL	2012	OK	OK